

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 15 février 2016

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	58	17

N° de la séance : 15

Objet de la délibération : Secrétariat
Général - Médiathèque de Villeneuve-
Loubet - Répartition des charges -
Convention de transaction avec la
Commune de Villeneuve-Loubet

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Pierre MOLAGER

N° Enregistrement : CC.2016.015

Date de la convocation :

Le 09/02/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 3 MARS 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 MARS 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Pierre MOLAGER

L'an deux mil seize et le 15 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Michel MAZUET, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Anne CHEVALIER

PROCURATIONS :

Bernard DUBOIS à Michelle SALUCKI, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Nathalie DEPETRIS à Jacques GENTE, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Bernard MONIER, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER

ABSENTS :

Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, René TRASTOUR, Guy GIRAUD, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Serge AMAR, Christophe ETORE, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Déborah MINEI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur BAGARIA,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune de Villeneuve-Loubet ont souhaité respectivement réaliser :

- une médiathèque à vocation communautaire pour la CASA ;
- un espace Culture-Loisirs comprenant notamment une salle polyvalente à dominante culturelle et un atelier cuisine pour la commune.

L'ensemble de ces projets est conçu au sein d'un seul ouvrage sur un terrain qui est mis à disposition par la commune de Villeneuve-Loubet dans le quartier des Plans, et est donc constitué de plusieurs locaux.

Dans le cadre de la réalisation de l'ensemble du projet, la CASA et la commune ont décidé de confier à un seul maître d'ouvrage la responsabilité et la mise en œuvre de l'opération de travaux. Ainsi, par délibération en date du 14 décembre 2009, le Conseil Communautaire a confié à la commune la maîtrise d'ouvrage pour la construction du bâtiment.

Puis, dans le cadre de l'exploitation de ce dernier, le Conseil Communautaire en date du 19 mars 2012 a approuvé une convention entre la CASA et la commune de Villeneuve-Loubet, afin d'établir les usages et les charges incombant à chacune des parties.

Par la suite, il a été décidé d'intégrer l'équipement au marché d'assurances « dommages aux biens » de la CASA. Ainsi, la convention a été modifiée par un avenant en date du 18 mars 2013.

Après une année de fonctionnement du bâtiment, il a été préférable d'intégrer le Pôle Culturel Auguste Escoffier à la politique globale de maintenance des équipements communautaires. Afin de définir de manière exhaustive la répartition des usages et charges incombant à chacune des parties, une nouvelle convention de répartition des usages et des charges a donc été approuvée, par délibération du Conseil Communautaire du 15 décembre 2014, abrogeant la précédente.

Cette convention prévoyait notamment, dans son article 8, au sein du Chapitre II, pour la première année de fonctionnement le versement par la commune de 50 % du coût prévisionnel annuel de gestion du bâtiment, soit la somme de 225.000 euros.

La commune s'est acquittée de cette somme pour l'année 2014.

Ultérieurement, la commune a contesté certaines modalités de répartition entre les parties des charges de la médiathèque et a sollicité le remboursement de la somme de 225 000 euros.

A la suite de cette démarche, et afin de clarifier ainsi que de pérenniser les modalités d'exploitation du bâtiment, la CASA a estimé qu'il serait préférable qu'elle assume pleinement la totalité du coût de gestion de la médiathèque.

C'est la raison pour laquelle, un avenant n°1 à la convention de répartition des usages et des charges conclue entre la CASA et la commune de Villeneuve-Loubet pour l'exploitation de la médiathèque de Villeneuve-Loubet abrogeant le Chapitre II, article 8, a été approuvé par délibération n°CC.2015-149 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015, afin de supprimer la clause de remboursement des charges de la médiathèque par la commune à la CASA.

De plus, il est ressorti d'une analyse approfondie, notamment de la jurisprudence récente, que la commune était susceptible de solliciter le remboursement de la quote-part versée à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis destinée à financer d'autres dépenses que celles strictement attachées à l'entretien du bâtiment de la médiathèque, à savoir une participation aux frais de personnel et/ou de dépenses afférentes à la gestion du service.

Depuis l'ouverture de la médiathèque en 2013 jusqu'à la date de l'avenant n°1 en décembre 2015, les frais d'entretien du bâtiment se sont élevés à 275.216,06 €. Selon les clés de répartition retenues, le montant à la charge de chaque collectivité est de 137.608,03 €.

La CASA s'est ainsi rapprochée de la commune afin de mettre en place un accord transactionnel.

Il a été ainsi décidé avec la Commune de Villeneuve-Loubet de conclure une convention de transaction prévoyant notamment le remboursement par la CASA de la somme de 87 391,97 euros correspondant à la différence entre la participation déjà versée par la Commune au titre de l'année 2014 et la moitié des frais d'entretien du bâtiment de la date de son ouverture jusqu'à l'abrogation de l'article 8 de la convention de répartition des usages et des charges.

La commune renonce au remboursement du montant différentiel par rapport à sa demande initiale, s'élevant à 137 608,03 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de transaction conclue entre la CASA et la commune de Villeneuve-Loubet, et prévoyant notamment le remboursement par la CASA de la somme de 87 391,97 euros correspondant à la quote-part versée par la commune à la CASA pour financer des dépenses non compris dans les frais d'entretien de l'équipement dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense sur le compte 678 du budget général.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de transaction conclue entre la CASA et la commune de Villeneuve-Loubet, et prévoyant notamment le remboursement par la CASA de la somme de 87 391,97 euros correspondant à la quote-part versée par la commune à la CASA pour financer des dépenses non compris dans les frais d'entretien de l'équipement dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense sur le compte 678 du budget général.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 15 février 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION DE TRANSACTION ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS ET LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LOUBET

ENTRE

La communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ayant son siège situé en Mairie d'Antibes, Cours MASSENA, 06600 ANTIBES-JUAN-LES-PINS, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération et autorisé à signer la présente convention de transaction par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 février 2016.

Ci-après dénommée « la CASA ».

D'une part,

ET

La commune de Villeneuve-Loubet ayant son siège situé Place de l'Hôtel de Ville- BP 59, 06271 Villeneuve Loubet, représentée par LIONNEL LUCA, Maire, agissant au nom et pour le compte de la commune et autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du ...

Ci-après dénommée « la Commune »

D'autre part,

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune de Villeneuve-Loubet ont souhaité réaliser au sein d'un seul ouvrage :

- une médiathèque à vocation communautaire pour la CASA,
- un espace Culture- Loisirs comprenant notamment une salle polyvalente à dominante culturelle et un atelier cuisine pour la commune.

Cet équipement est situé sur la commune de Villeneuve-Loubet.

Par convention en date du 7 juin 2012, la CASA et la Commune ont fixé :

- la répartition entre les deux parties des usages et des charges liés au fonctionnement et à l'utilisation des bâtiments concernés,
- les conditions et les modalités de remboursements respectifs entre les deux parties.

L'article 8 de cette convention fixait les modalités de remboursement des charges de la médiathèque par la Commune à la CASA.

Cet article prévoit notamment pour la première année de fonctionnement le versement forfaitaire par la commune de 50% du coût prévisionnel annuel de gestion du bâtiment, soit la somme de 225.000 euros.

La Commune s'est acquittée de cette somme.

Ultérieurement, la Commune a formellement contesté les modalités de répartition entre les parties des charges de la médiathèque et a sollicité le remboursement de la somme de 225 000 euros.

A la suite de cette contestation, et afin de clarifier ainsi que de pérenniser les modalités d'exploitation du bâtiment, la CASA a estimé qu'il serait préférable qu'elle assume pleinement la totalité du coût de gestion de la médiathèque.

C'est la raison pour laquelle, l'avenant n° 1 à la convention de répartition des usages et des charges conclue entre la CASA et la Commune de Villeneuve-Loubet pour l'exploitation du Pôle Culturel Auguste Escoffier abrogeant le Chapitre II, article 8, a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015 n° CC.2015-149, afin de supprimer la clause de remboursement des charges de la médiathèque par la commune à la CASA.

Après analyse de la jurisprudence administrative récente, qui était jusqu'à lors incertaine, il s'avère que la Commune est susceptible de prétendre au remboursement de la quote part versée au titre des frais non compris dans les coûts de l'entretien du bâtiment à l'instar des frais de personnel ou de ceux afférents à la gestion du service.

La CASA a ainsi fait part à la Commune de sa volonté de conclure une convention de transaction.

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{er} : REMBOURSEMENT PAR LA CASA D'UNE PARTIE DES SOMMES VERSÉES PAR LA COMMUNE ET RENONCIATIONS RÉCIPROQUES

La CASA s'engage à verser à la Commune la somme de 87.391,97 euros.

Cette somme correspond à la quote part versée par la Commune à la CASA pour financer les frais qui ne correspondent pas aux frais afférents au coût de l'entretien de l'équipement.

En effet, après analyse de la jurisprudence administrative récente, il s'avère que seuls les frais liés à l'entretien de l'équipement communautaire, la médiathèque, peuvent être pris en charge par la Commune dans la limite de 50 % de sorte que les frais de personnel ou ceux affectés à la gestion de la médiathèque doivent être remboursés à la Commune.

Or, depuis l'ouverture de la médiathèque jusqu'à la date de l'avenant n°1 à la convention de répartition d'usage et de charge en décembre 2015, les frais d'entretien se sont élevés à 275.216 euros.

La Commune renonce ainsi à solliciter le remboursement du montant différentiel par rapport à sa demande initiale, s'élevant à 137.608, 03 euros.

Les parties conviennent ainsi que la somme prévue au présent article est une indemnisation raisonnable pour éteindre tout litige à ce titre entre elles.

Le versement sera mandaté dans un délai de 30 jours à compter de la signature de la présente convention.

ARTICLE 2 : COMPTE ENTRE LES PARTIES

La présente convention solde définitivement le compte entre les parties en ce qui concerne le financement de la médiathèque de Villeneuve-Loubet pour son exploitation.

Plus généralement, la Commune se déclare intégralement indemnisée pour tout préjudice lié à l'exécution de la convention en date du 7 juin 2012.

ARTICLE 3 : RENONCIATION A ACTION

La CASA et la Commune renoncent irrévocablement à tout recours gracieux ou contentieux, l'une envers l'autre, relatif à l'exécution de la convention en date du 7 juin 2012, notamment en ce qui concerne les modalités de répartition des charges de la médiathèque.

ARTICLE 4 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les deux parties, et une fois revêtu de son caractère exécutoire.

Elle est régie par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil.

Elle est revêtue de l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, conformément aux dispositions de l'article 2052 dudit code.

CONVENTION FAITE en deux exemplaires originaux, l'un pour la CASA, l'autre pour la Commune.

Signée à Valbonne le ...

Pour la commune,
Le Maire,

Pour la Communauté d'Agglomération,
Le Président,

Lionnel LUCA

Jean LEONETTI



LE MAIRE

Monsieur Jean LEONETTI
Président de la C.A.S.A.
Député de la Nation
Maire de la Commune d'Antibes Juan les Pins
449, Route des Crêtes
06560 VALBONNE

Villeneuve-Loubet, le 27 octobre 2015

Service : Affaires Juridiques et Commande Publique
Affaire suivie par : M. Michaël HEBERT, Chef du service
Référence : LL/MB/EMM/MH - n°2015-317
Objet : **Financement de la médiathèque intercommunale de Villeneuve Loubet**

Monsieur le Président,

Suite à notre rencontre du 14 octobre courant, nous avons conjointement acté de la nécessité de régulariser les conditions de financement des dépenses de fonctionnement de la médiathèque intercommunale du Pôle Culturel Auguste Escoffier, telles que celles-ci avaient été actées précédemment entre nos deux collectivités.

A ce titre, les participations relatives aux années 2014 et 2015 n'ayant pas été appelées par vos soins, vous serait-il possible de prendre les mesures administratives nécessaires en vue d'annuler cette créance dans le cadre de votre budget ?

Par ailleurs, j'ai l'honneur de solliciter, de votre part, le remboursement de la participation financière versée par la Commune, au titre de l'année 2013, pour un montant de 225.000 €.

Les conclusions auxquelles nous sommes parvenus nécessitent, également, de redéfinir le cadre juridique de notre partenariat sur ce sujet. Mes élus et mes services se tiennent à votre disposition pour en discuter.

Il serait souhaitable que ce dossier soit traité dans les meilleurs délais afin que sa régularisation financière et administrative puisse intervenir avant la fin de l'année 2015.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, et dans l'attente de votre retour.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma parfaite considération.



Lionnel LUCA

Député de la Nation
Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis
Maire de Villeneuve-Loubet

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 15/02/2016
Numéro : CC.2016.015
Nature : DE - Deliberations
Objet : Médiathèque de Villeneuve-Loubet - Répartition des charges - Convention de transaction avec la Commune de Villeneuve-Loubet
Matière : 7.10 - Divers
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 107953641
Référence envoi : IDF2016-03-03T15-31-54.00
Envoyé le : 03/03/2016
à (TU) : 14h31:56

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/03/2016
Identifiant : 006-240600585-20160215-AOI_5825-DE

Acte reçu

Date : 15/02/2016
Numéro interne : AOI_5825
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 10
Objet : Médiathèque de Villeneuve-Loubet - Répartition des charges - Convention de transaction avec la Commune de Villeneuve-Loubet
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160215-AOI_5825-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20160215-AOI_5825-DE-1-1_2.pdf
006-240600585-20160215-AOI_5825-DE-1-1_3.pdf